

Table des matières

1

Chronique de compétence..... 7

Vanessa GRELLA
assistante à l'U.Lg., avocate

Introduction..... 8

SECTION 1

Questions choisies en matière de règlement des conflits
de compétence 8

A. *Critère de détermination de la compétence et office du juge* 8

B. *Déclinatoire de compétence : qui peut soulever le moyen
et à quel moment ?* 13

1. Déclinatoire d'ordre privé 13

2. Déclinatoire d'ordre public 15

a) Qui ? 15

b) Jusque quand ? 16

C. *L'article 660, alinéa 2, du Code judiciaire s'efface-t-il en cas de violation
des normes applicables au règlement des conflits de compétence ?* 17

D. <i>Le juge d'appel peut-il d'office remettre en cause la compétence du premier juge ?</i>	20
SECTION 2	
Brèves en matière de connexité	22
A. <i>Sanction du défaut de connexité entre plusieurs demandes introduites par un même acte : fin de non procéder</i>	22
B. <i>Exception de connexité et déclinatoire de compétence</i>	24
SECTION 3	
Actualités en matière de compétence territoriale	25
A. <i>Règles supplétives et clauses « abusives » d'attribution de juridiction</i>	25
B. <i>Règle spéciale de l'article 626 du Code judiciaire en matière alimentaire</i>	31
C. <i>Règle de compétence territoriale impérative et droit d'y renoncer</i>	32
SECTION 4	
Quelques actualités en matière de compétence d'attribution	36
A. <i>Élargissement progressif de la compétence attribuée aux juridictions du travail</i>	36
1. Juridictions du travail <i>versus</i> Conseil d'État : notion de recours judiciaire spécial	36
2. Responsabilité aquilienne et compétence des juridictions du travail	37
B. <i>Compétence civile du tribunal de police</i>	39
1. Le concept d'« accident de la circulation » et l'élargissement de la compétence du tribunal de police aux accidents ferroviaires	40
2. Le concept de « demande relative à la réparation d'un dommage »	42
C. <i>Questions particulières en matière de droit judiciaire de la famille</i>	43
1. Contentieux des mesures urgentes et provisoires	43
a) Entre époux : compétence du juge de paix et du juge des référés	43
b) Entre cohabitants légaux : compétence du juge de paix	44
2. Compétence du tribunal de la jeunesse en matière d'allocations familiales	45

2

Actualités en matière de procédure civile

(2007-2010) 47

Hakim BOULARBAH

professeur à l'U.L.B., avocat

Bénédicte BIÉMAR

assistante à l'U.Lg., avocate

Marc BAETENS-SPETSCHINSKY

assistant à l'U.L.B., avocat

Introduction

(*Hakim BOULARBAH*) 48

SECTION 1

L'introduction de l'instance

(*Marc BAETENS-SPETSCHINSKY*) 49

A. *Forme et nombre d'acte(s) introductif(s) d'instance* 49

1. Demandes connexes introduites par requête 49

2. Plusieurs demandes non connexes dans un seul et même acte 50

B. *Signification et notification* 52

1. Modes de signification et de notification 52

a) L'irrégularité de la signification au parquet pour non-respect
de la prééminence des autres modes de signification 52

b) La loi du 6 avril 2010 54

2. Permanence du domicile judiciaire – Notification du changement
de domicile 55

a) Permanence du domicile judiciaire 55

b) Notification du changement de domicile 56

3. Domicile élu – Caractère obligatoire et durée 57

a) Caractère obligatoire 57

b) Durée 58

4. Abus de droit / loyauté [retrait d'élection de domicile] 59

5. Prise de cours des délais 61

a) Prise de cours du délai de recours en cas de signification
de la décision à l'étranger 61

b) Prise de cours du délai de recours en cas de notification par pli recommandé de la décision	62
C. <i>Irrégularités / nullités</i>	63
1. Théorie des nullités – Notion d'intérêts auxquels il est porté préjudice	63
2. Inscription à la B.C.E.	64
3. Délai pour agir à peine de déchéance	65
a) Pas de déchéance sans texte	65
b) Application de l'article 867 du Code judiciaire	66

SECTION 2

Les mesures avant dire droit à tout stade de la procédure (<i>Hakim BOULARBAH</i>)	68
A. <i>Introduction</i>	68
B. <i>Interférences avec la procédure de référé</i>	69
1. L'appréciation plus sévère de l'urgence	69
2. Risque de litispendance	70
3. L'autorité de la chose décidée au provisoire	71
C. <i>Rapports avec la procédure parallèle au fond</i>	72
1. Sort de la demande de mesure avant dire droit non traitée à l'audience d'introduction	72
2. Office du juge saisi de la demande de mesure avant dire droit	73

SECTION 3

La mise en état et les conclusions (<i>Marc BAETENS-SPETSCHINSKY</i>)	77
A. <i>Forme et contenu des conclusions</i>	77
1. Conclusions de synthèse	77
2. Abus de droit / loyauté	79
a) Écartement des débats de conclusions principales pour tardiveté – Droit de déposer des conclusions dans un délai ultérieur : rejet de la « théorie des dominos »	79
b) Écartement des débats de conclusions pour abus du droit de conclure ...	80

c) L'exigence de loyauté procédurale illustrée par le rejet du moyen « renégat »	81
B. <i>Pièces – inventaire</i>	84
C. <i>Délais contraignants</i>	84
1. Application à la mise en état judiciaire « consensuelle »	84
2. Écartement des conclusions tardives – pas de pouvoir d'appréciation du juge	85
3. Conclusions contestant la régularité de la mise en état	87
4. Date de fixation – modification d'office par le juge	88
D. <i>Rédaction des conclusions – Ordre des défenses</i>	88
1. La notion d'exception devant être soulevée <i>in limine litis</i>	88
2. L'exigence de clarté dans l'ordre de présentation des défenses	89

SECTION 4

Les demandes incidentes

(<i>Bénédicte BIÉMAR</i>)	91
A. <i>Demande nouvelle</i>	91
1. Conditions de recevabilité	91
2. Demande nouvelle et réouverture de débats	93
3. Relation avec la demande principale	94
4. Demande nouvelle en appel	94
5. Application en matière fiscale	95
B. <i>Demande reconventionnelle</i>	96
C. <i>Demande en intervention</i>	97

SECTION 5

Les incidents et les preuves

(<i>Hakim BOULARBAH</i>)	99
A. <i>La reprise d'instance</i>	99
1. Situation donnant lieu à reprise d'instance	99
2. Forme de la reprise d'instance	99
B. <i>Le désistement</i>	100
1. Forme	100

2. Effets	101
C. <i>La récusation</i>	101
1. Causes de récusation	101
2. Délai	104
3. Procédure	105
D. <i>Les preuves</i>	105
1. La production de documents	105
2. L'expertise	106
a) Loi du 30 décembre 2009	106
b) Précision des contours de la mission que le juge peut confier à l'expert	108
3. L'effet positif de la chose jugée	108

SECTION 6

L'office du juge et l'audience de plaidoiries (<i>Bénédicte BIÉMAR</i>)	110
A. <i>L'office du juge</i>	110
1. Principes	110
2. Le devoir de requalifier et de suppléer d'office aux motifs	111
3. Le respect du contradictoire	113
B. <i>La plaidoirie interactive</i>	115

SECTION 7

Le jugement (<i>Bénédicte BIÉMAR</i>)	118
A. <i>La composition du siège</i>	118
B. <i>La réouverture des débats</i>	121
1. Généralités	121
2. Notification de la décision de réouverture des débats	124
3. Demande nouvelle	127
4. Réouverture des débats et Convention européenne des droits de l'homme	130

C. <i>La signature et le prononcé du jugement</i>	131
D. <i>La demande en interprétation et en rectification</i>	136
1. Questions de principe	136
2. Le mode introductif de la demande	140
 SECTION 8	
Emploi des langues en matière judiciaire (<i>Hakim BOULARBAH</i>)	143
A. <i>Notion de domicile</i>	143
B. <i>Compétence territoriale et langue de la procédure à Bruxelles</i>	145
C. <i>Emploi des langues et contrat de travail exécuté à Bruxelles</i>	146
D. <i>Unicité de la langue de la procédure</i>	147
E. <i>Pièces rédigées dans une autre langue que celle de la procédure</i>	150
F. <i>Nullité soulevée d'office – Respect de l'article 6, § 1^{er}, C.E.D.H.</i>	150
 3 	
Actualités en matière de répétabilité des frais et honoraires d'avocat	
Hakim BOULARBAH <i>professeur à l'U.L.B., avocat</i> Véronique PIRE <i>assistante à l'U.L.B., avocate</i>	
Introduction	154
 SECTION 1	
Évolution de la législation de 2007 à 2010	155
 SECTION 2	
Qui a droit à une indemnité de procédure ?	159
A. <i>La partie représentée par un avocat</i>	159

B. <i>La partie qui obtient gain de cause</i>	161
SECTION 3	
Quelles sont les indemnités de procédure dues dans les litiges multipartites ou en cas de demandes incidentes ?	163
A. <i>Les litiges multipartites</i>	163
B. <i>Les demandes incidentes</i>	166
1. La demande reconventionnelle	166
2. Les demandes en intervention	166
a) La demande en intervention agressive	166
b) La demande en intervention conservatoire	167
C. <i>Demandes connexes</i>	169
SECTION 4	
Quel est le montant de l'indemnité de procédure ?	170
A. <i>Régime général</i>	170
B. <i>Les régimes spéciaux</i>	172
1. L'aide juridique de seconde ligne	172
2. Le défaut	173
3. Les indemnités pour les procédures devant les juridictions du travail	175
SECTION 5	
Dans quelles conditions le juge peut-il réduire ou majorer l'indemnité de base ?	176
A. <i>Principes</i>	176
B. <i>Critères</i>	177
SECTION 6	
Dans quels cas le juge peut-il compenser les indemnités de procédure ?	179

SECTION 7

Quelles sont les procédures pour lesquelles aucune indemnité n'est due ? 180

A. *Les procédures civiles où le ministère public est partie au procès* 180

B. *Les procédures débouchant sur un jugement d'incompétence* 181

C. *La procédure de revitalisation d'un jugement par défaut périmé* 182

D. *Les procédures sur requête unilatérale* 182

E. *La procédure de dessaisissement* 183

F. *Le pourvoi en cassation* 183

G. *Le Conseil d'État* 184

SECTION 8

Quelle est l'indemnité due en cas d'action visant au recouvrement d'une créance non payée dans les transactions commerciales ? 185

4

**Développements récents
relatifs aux voies de recours ordinaires 187**

Frédéric GEORGES
professeur à l'U.Lg., avocat

SECTION 1

Développements communs aux voies de recours 190

A. *Illicéité des manœuvres déloyales* 190

B. *Le recours dilatoire ou abusif et l'évaluation du préjudice consécutif* 191

C. *Les décisions non susceptibles de recours* 194

1. Les mesures d'ordre 194

2. Les jugements d'accord 195

3. Les jugements faisant l'objet d'un acquiescement	196
a) Acquiescement tacite	196
b) Acquiescement et appel incident	197
D. <i>Le délai pour introduire un recours et son point de départ</i>	198
1. Lieu de la signification de la décision	198
2. Dérogations à la nécessité d'une signification	200
3. La forme de la notification	203
4. Hypothèses de prolongation du délai de recours	204
5. Force majeure	205

SECTION 2

L'appel	207
A. <i>Généralités</i>	207
1. L'appel, voie d'achèvement du litige initial	207
2. Caractère appellable des décisions	207
a) Le taux de ressort	207
b) Les jugements statuant sur la compétence	208
c) Les règles particulières à certaines matières	209
d) Discrimination	210
B. <i>Les conditions de recevabilité de l'appel</i>	211
1. L'intérêt et la qualité comme conditions de recevabilité de l'appel	211
2. L'appel incident	212
C. <i>Les conditions de forme de l'appel</i>	214
1. La forme de l'appel dans le contentieux social déformalisé	214
2. L'énonciation des griefs	215
D. <i>Les effets de l'appel</i>	216
1. L'effet suspensif	216
2. L'effet relatif	216
3. L'effet dévolutif	219
a) Généralités	219
b) Teneur de l'effet dévolutif de l'appel	221

c) Conditions d'application de l'exception de l'article 1068, alinéa 2	221
d) Portée de l'exception de l'article 1068, alinéa 2	223
E. <i>L'instance en appel</i>	224
1. Les demandes incidentes en degré d'appel	224
2. Procédure accélérée	225
3. Appel de référé	225

